

La fiscalité des particuliers freine-t-elle le développement de Montréal?

Par Brian Girard
Sous-ministre adjoint
Ministère des Finances du Québec

Congrès de l'ASDEQ
7 mai 2009

PLAN DE LA PRÉSENTATION

- 1) Préambule sur la fiscalité
- 2) La situation fiscale et le revenu disponible des Québécois
- 3) La question de l'incitation au travail
- 4) Le pouvoir d'achat des Montréalais

1) PRÉAMBULE SUR LA FISCALITÉ

◆ Un rappel : que représente la fiscalité?

– Pour la collectivité :

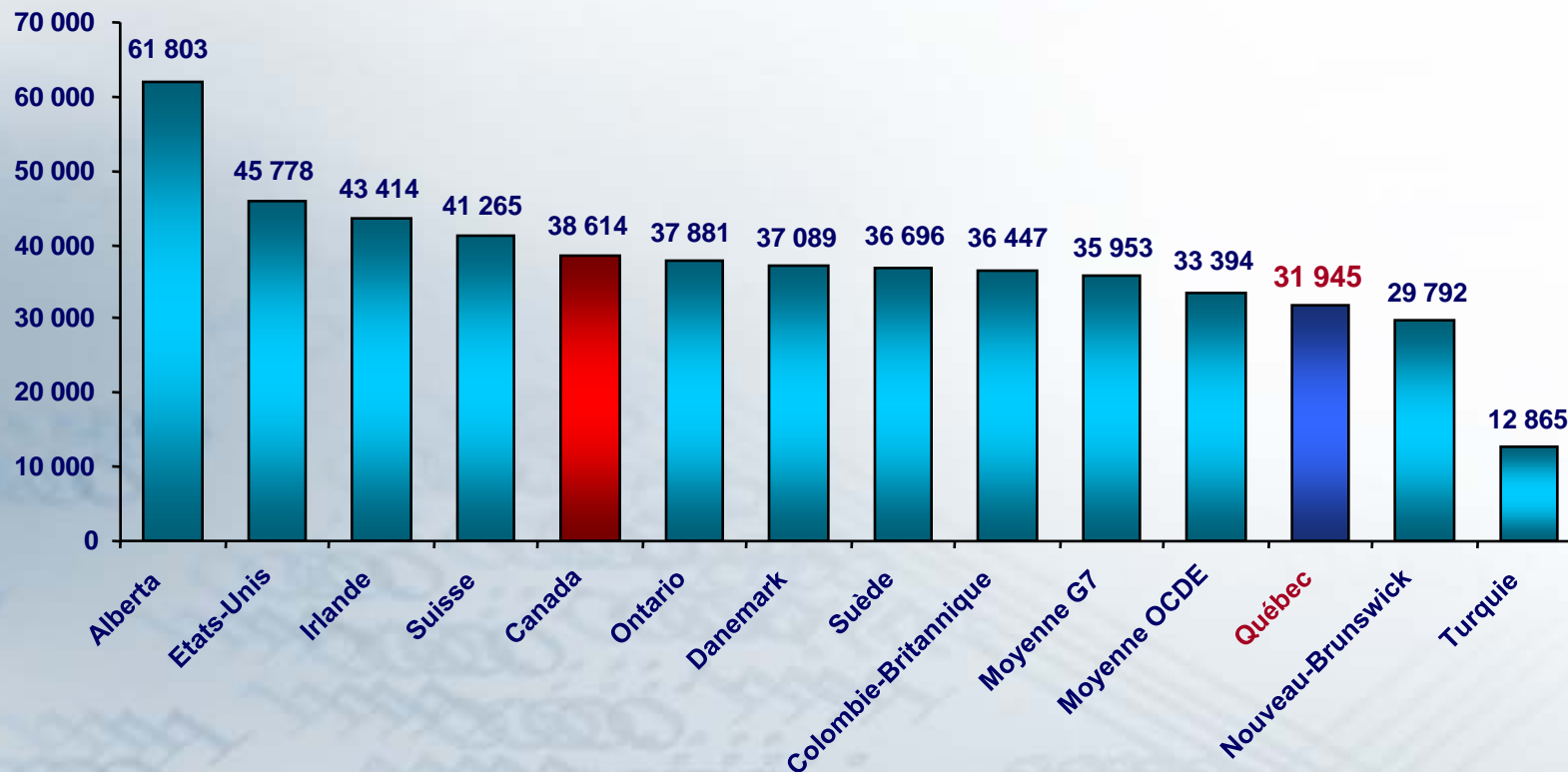
- Financer les services publics, redistribuer la richesse et favoriser le développement de l'économie
- Une fiscalité trop lourde et s'appliquant trop fortement sur la production est nuisible pour l'économie

– Pour l'individu :

- Une déclaration de revenus chaque 30 avril!
- Avant tout, c'est le niveau de vie et la qualité de vie qui importent
- La fiscalité est un des facteurs à considérer

Le niveau de vie, où nous situons-nous?

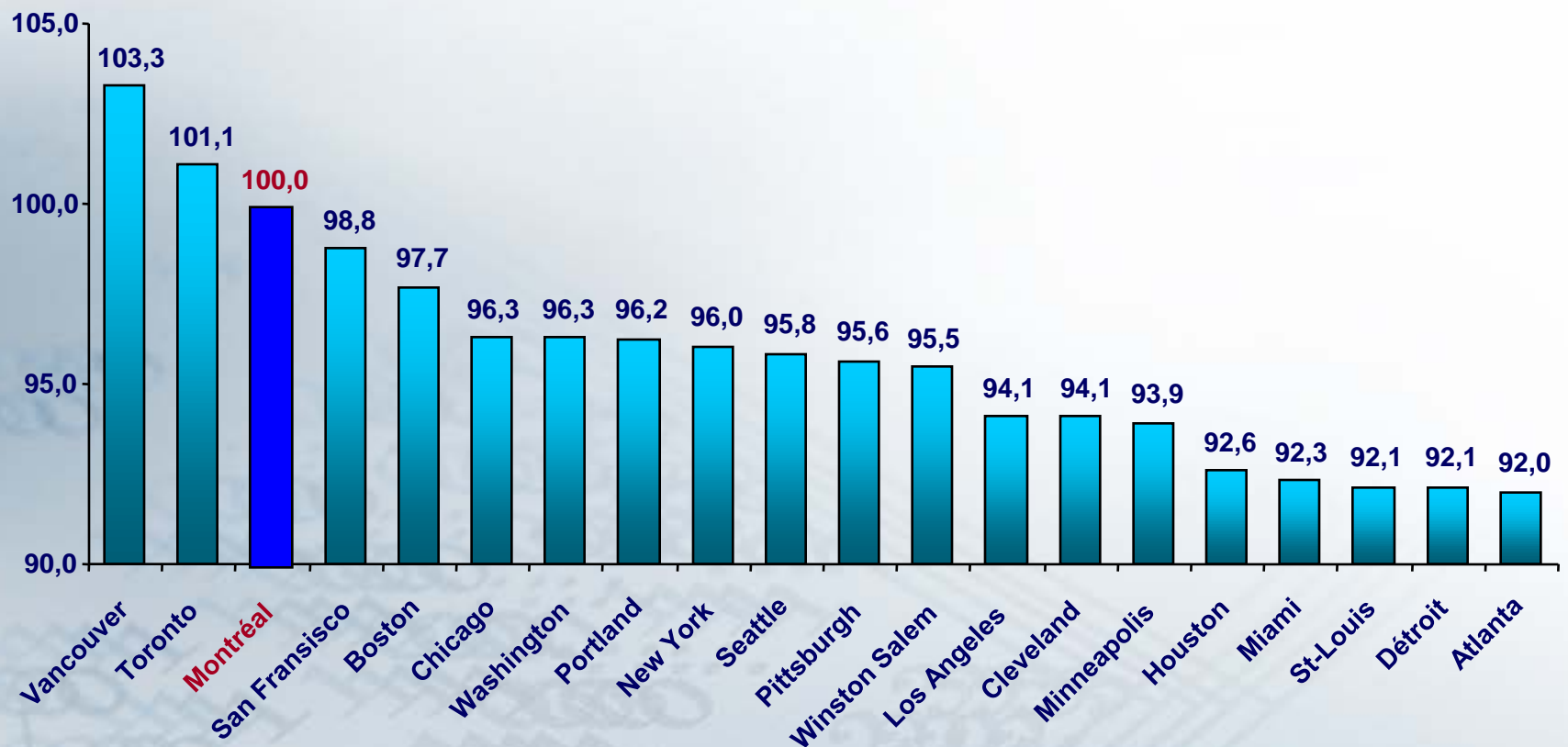
PIB par habitant⁽¹⁾ - 2007



(1) Les données des provinces canadiennes sont ajustées en fonction de la parité du pouvoir d'achat canadien.
Sources : FMI et Comptes nationaux.

La qualité de vie, où nous situons-nous?

Indice de la qualité de vie des 20 plus grandes villes d'Amérique du Nord - 2008

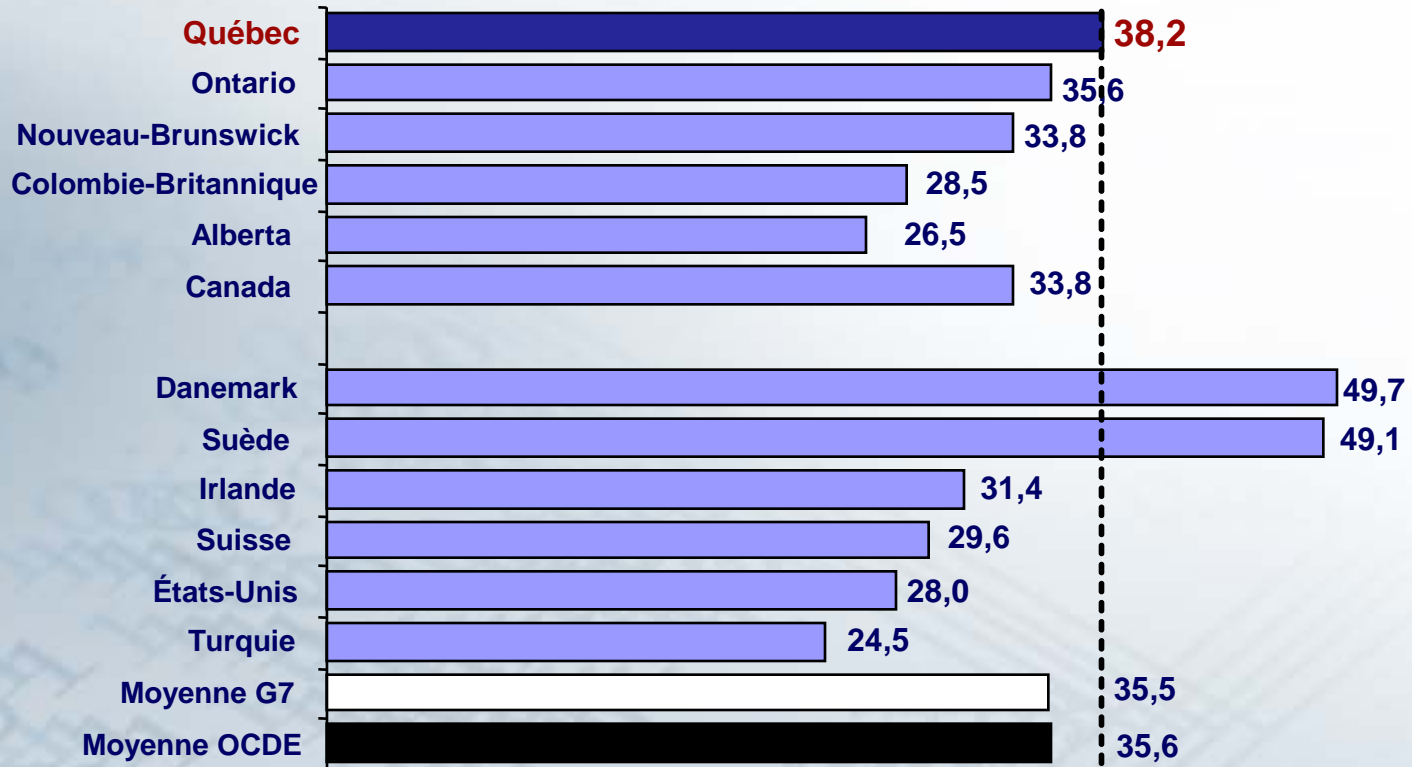


Source : Mercer Human Resource Consulting.

Le fardeau fiscal, ici et ailleurs

Recettes fiscales totales – 2006

(en pourcentage du PIB)



Sources : OCDE, Statistique Canada et ministère des Finances du Québec.

Finances

Québec

Quelle fiscalité choisir?

- ◆ Celle des pays à niveau de vie élevé?
 - É-U, Irlande, Suisse?
- ◆ Celle des pays à richesse plus égalitaire?
 - Pays scandinaves?
- ◆ **Attention! Un choix difficile, voire impossible...**
 - Ça dépend de facteurs propres à chaque juridiction
 - Préférences sociétales, ressources naturelles, localisation, éducation, population, etc.

2) LA SITUATION FISCALE ET LE REVENU DISPONIBLE DES QUÉBÉCOIS

UNE FISCALITÉ DES PARTICULIERS PLUS COMPÉTITIVE

- ◆ Les baisses d'impôt ont réduit l'écart de fardeau fiscal par rapport aux autres provinces, notamment :
 - Baisse d'impôt de 1 G\$ du 1^{er} janvier 2008
 - Réforme du soutien aux familles
- ◆ Parmi les pays de l'OCDE, la charge fiscale nette au Québec est concurrentielle :
 - Familles : dans les trois premières places
 - Personnes seules : avantageuse pour les faibles revenus et comparable pour la classe moyenne

Fardeau fiscal à l'impôt des particuliers : comparaison interprovinciale

Écart de fardeau fiscal entre le Québec et les autres provinces

Impôt des particuliers – 2003 et 2008

	2003	2008	Écart
Écart Québec - autres provinces			
Alberta	4 449	3 589	-860
Colombie-Britannique	3 569	3 292	-277
Ontario	5 642	2 735	-2 907
Saskatchewan	2 394	2 535	141
Terre-Neuve-et-Labrador	-965	109	1 074
Nouveau-Brunswick	1 701	-341	-2 042
Manitoba	692	-702	-1 394
Île-du-Prince-Édouard	1 063	-832	-1 895
Nouvelle-Écosse	664	-898	-1 562
ÉCART MOYEN	2 134	1 054	-1 080
<i>En pourcentage</i>			<i>-50,6</i>

Source : Ministère des Finances du Québec.

Comparaison du revenu disponible d'une famille québécoise et ontarienne gagnant 100 000 \$

Revenu disponible d'un couple ayant 2 enfants et un salaire – 2009
(en dollars)

	Québec	Ontario	Écart
Salaire	100 000	100 000	—
Gouvernement provincial <i>(Transferts moins impôt)</i>	-11 555⁽¹⁾	-8 870	2 685
Gouvernement fédéral <i>(Transferts moins impôt)</i>	-13 212⁽¹⁾	-13 235	-23
Cotisations	-4 129	-3 600	529
Revenu disponible	71 104	74 295	3 191
En pourcentage			4,5 %

(1) Pour des fins de comparaison, l'abattement fédéral est retranché de l'impôt du Québec.

Source : Ministère des Finances du Québec.

Comparaison du revenu disponible entre les familles vivant dans chaque province

Revenu disponible pour un couple ayant 2 enfants et un salaire⁽¹⁾ – 2009
(en dollars)

Écart de revenu disponible par rapport au Québec

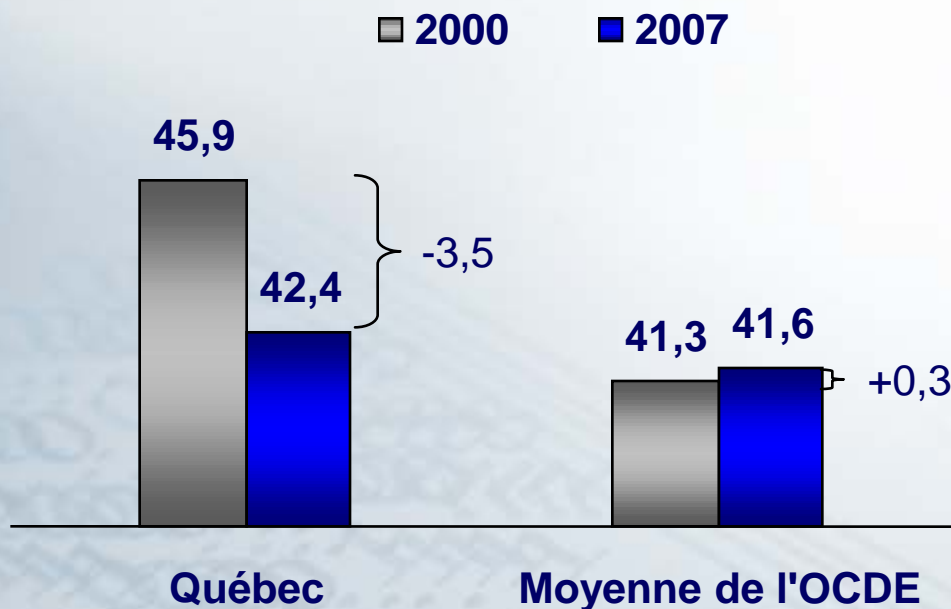
Salaire	Revenu disponible au Québec	Terre-Neuve...	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique
20 000	35 874	-6 194	-6 586	-6 228	-5 802	-2 252	-5 590	-3 312	-5 460	-6 357
30 000	40 227	-5 725	-6 029	-5 695	-5 846	-2 381	-4 513	-3 990	-3 363	-5 645
40 000	41 945	-3 369	-3 764	-3 781	-3 513	-1 787	-2 363	-1 318	-713	-3 477
50 000	45 753	-1 789	-2 276	-2 412	-2 193	-1 063	-907	256	755	-1 396
60 000	51 074	-990	-1 577	-1 842	-1 661	101	-200	1 035	1 435	-87
75 000	59 110	-194	-903	-1 278	-967	1 532	434	2 149	2 719	1 722
100 000	71 104	1 694	685	4	596	3 191	1 604	4 662	5 982	4 528
125 000	84 368	2 747	1 058	119	1 222	3 767	2 113	6 132	8 638	5 781
150 000	97 346	3 682	1 276	117	1 544	4 224	2 573	7 192	10 948	6 916

(1) Le couple a deux enfants âgés de 3 et 4 ans respectivement, un revenu de travail et aucun frais de garde d'enfants.

Source : Ministère des Finances du Québec.

3) LA QUESTION DE L'INCITATION AU TRAVAIL

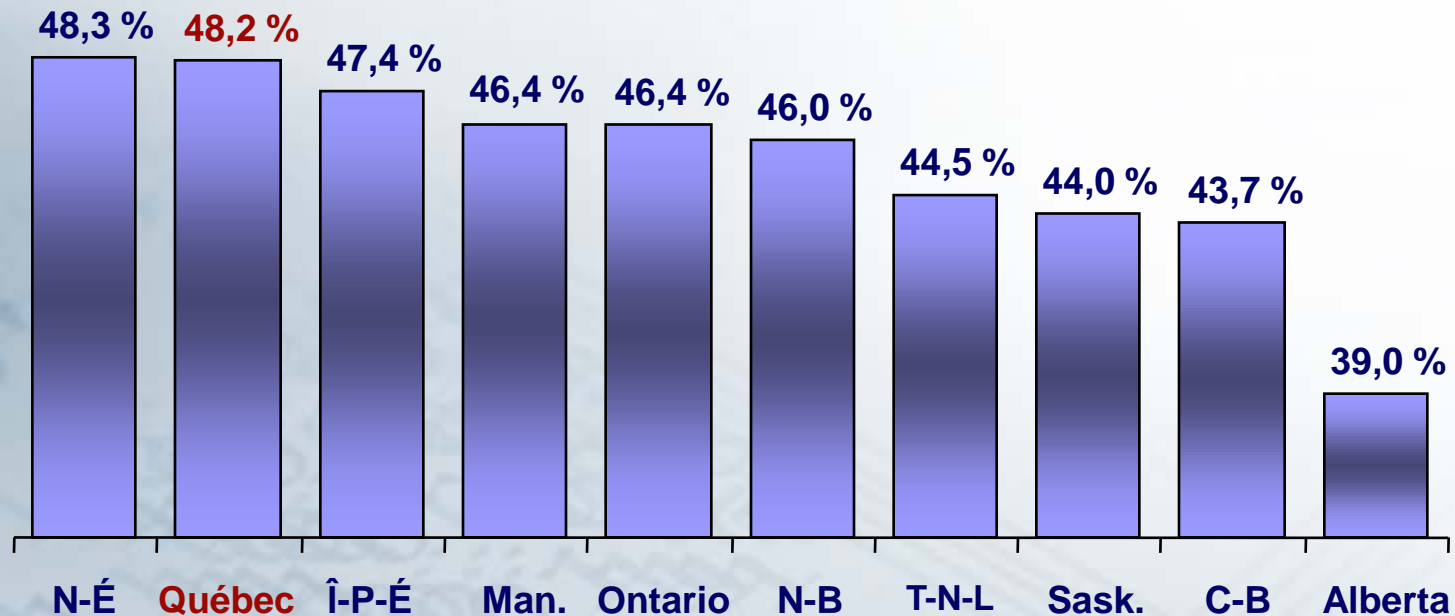
Taux marginal d'une personne vivant seule ayant un revenu équivalent à 167 % du salaire brut moyen de 2000 à 2007 (en pourcentage)



Sources : OCDE, *Les impôts sur les salaires*, 2006-2007 et ministère des Finances du Québec.

L'incitation au travail des hauts salariés : comparaison avec les provinces

Taux marginal maximum combiné (fédéral et provincial) — 2009



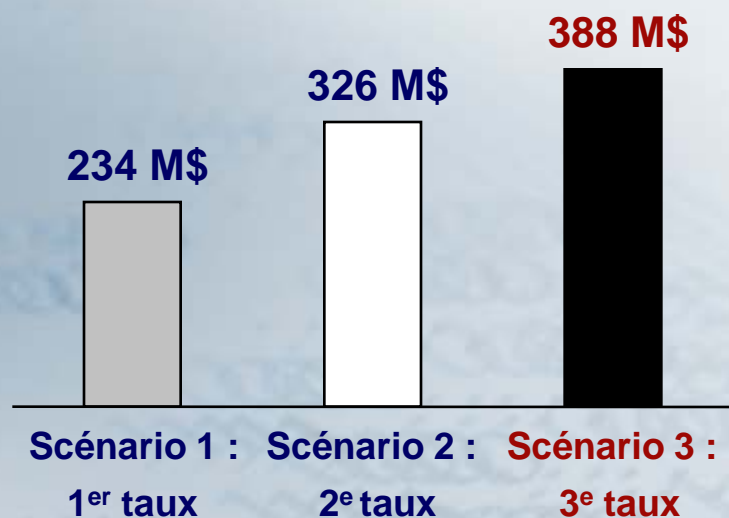
Source : Ministère des Finances du Québec.

Impact économique d'une baisse du taux marginal maximum pour rejoindre l'Ontario

- ◆ La baisse de 48,2 à 46,4 % du taux maximum profiterait aux contribuables ayant un revenu imposable supérieur à 76 770 \$
- ◆ Le coût budgétaire serait de 450 M\$ par année
- ◆ L'impact économique serait positif et proviendrait surtout :
 - de l'épargne et de l'investissement
 - des gains des entreprises non incorporées
- ◆ L'effet sur l'incitation au travail serait relativement faible car :
 - ces travailleurs occupent, pour la plupart, un emploi à temps plein

Impact économique de 4 scénarios de baisse des taux d'imposition coûtant chacun 450 M\$

Impact sur le PIB réel de trois scénarios de baisse des taux de la table d'imposition de 450 M\$ chacun — scénarios 1, 2 et 3



Impact sur l'offre de travail d'une baisse d'impôt proportionnelle de 450 M\$ — scénario 4 (nombre d'heures par année)

Revenu total	Par individu	Total (en millions d'heures)
0 à 25 000 \$	12	41,4
25 000 à 50 000 \$	12	20,9
50 000 à 75 000 \$	7	4,1
75 000 à 100 000 \$	5	0,7
100 000 \$ et plus	3	0,3
Total	11	67,4

Source : Ministère des Finances du Québec.

4) LE POUVOIR D'ACHAT DES MONTRÉALAIS

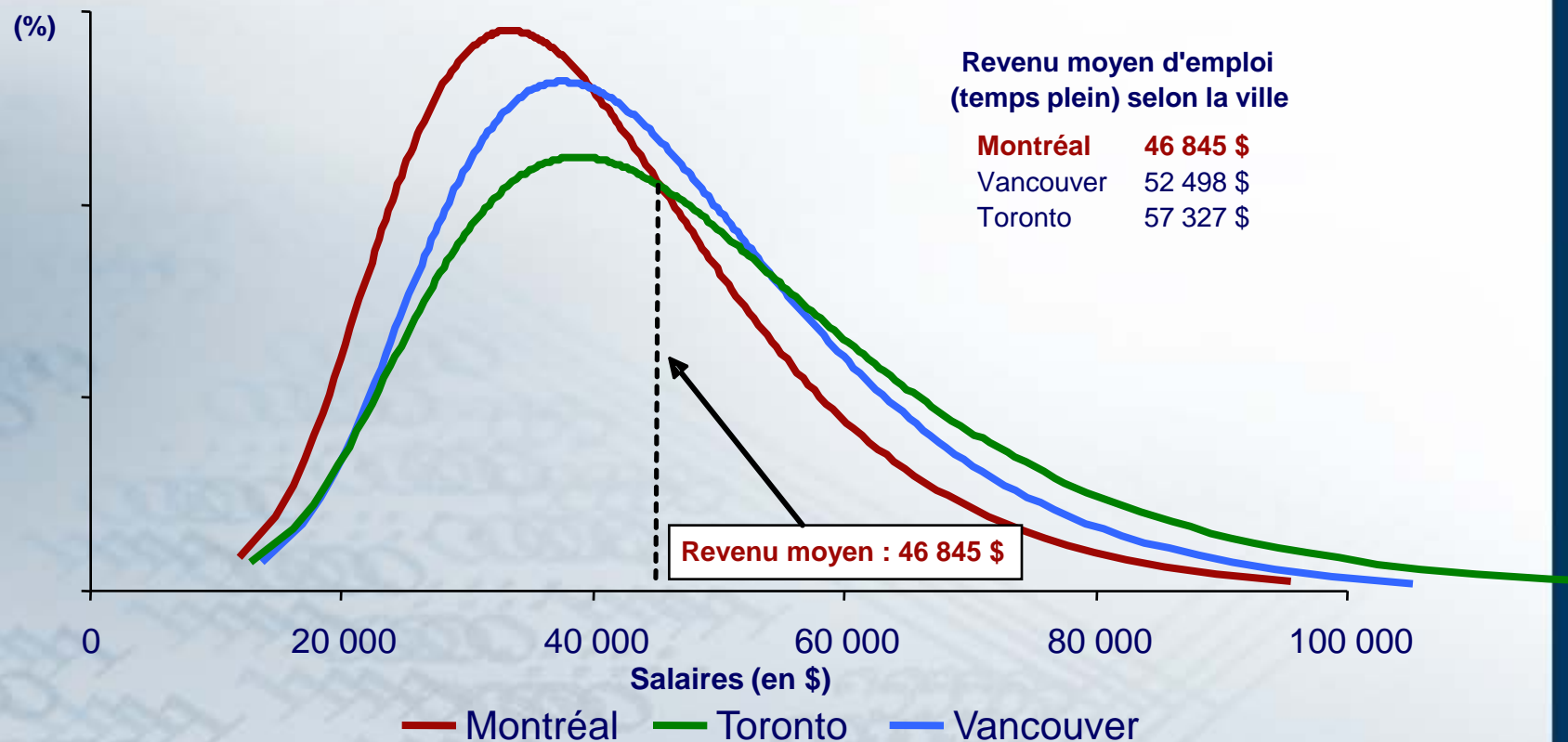
Salaires des travailleurs à temps plein – 2000 et 2005

Ville	Type de revenu	2000	2005	Variation
Montréal	Moyen	46 845 \$	48 547 \$	3,6 %
	Médian	39 269 \$	39 419 \$	0,4 %
Toronto	Moyen	57 327 \$	60 727 \$	5,9 %
	Médian	44 878 \$	45 350 \$	1,1 %
Calgary	Moyen	55 319 \$	66 909 \$	21,0 %
	Médian	43 928 \$	46 189 \$	5,1 %
Vancouver	Moyen	52 498 \$	53 995 \$	2,9 %
	Médian	44 827 \$	43 215 \$	-3,6 %

Source : Statistique Canada, recensements de 2001 et de 2006.

Montréal : une classe moyenne plus concentrée

Distribution des travailleurs selon le revenu d'emploi - 2000



Sources : Statistique Canada recensement 2001 et ministère des Finances du Québec.

Comparaison des salaires selon la profession

Comparaison des salaires moyens entre les différentes villes - 2005

PROFESSIONS	Montréal	Toronto		Vancouver	
	\$	\$	Écart	\$	Écart
Facteurs	45 200	48 260	6,8 %	47 553	5,2 %
Designers industriels	46 380	53 470	15,3 %	42 145	-9,1 %
Directeurs des ressources humaines	76 019	89 470	17,7 %	76 895	1,2 %
Ingénieurs mécaniciens	71 992	75 912	5,4 %	73 654	2,3 %
Économistes, chercheurs et analystes des politiques économiques	74 574	81 897	9,8 %	70 403	-5,6 %
Directeurs des services de génie	94 800	119 163	25,7 %	112 660	18,8 %
Directeurs des assurances, de l'immobilier et du courtage financier	96 881	103 873	7,2 %	85 073	-12,2 %

Source : Statistique Canada , recensement 2006.

Coût d'un panier de consommation de « luxe »

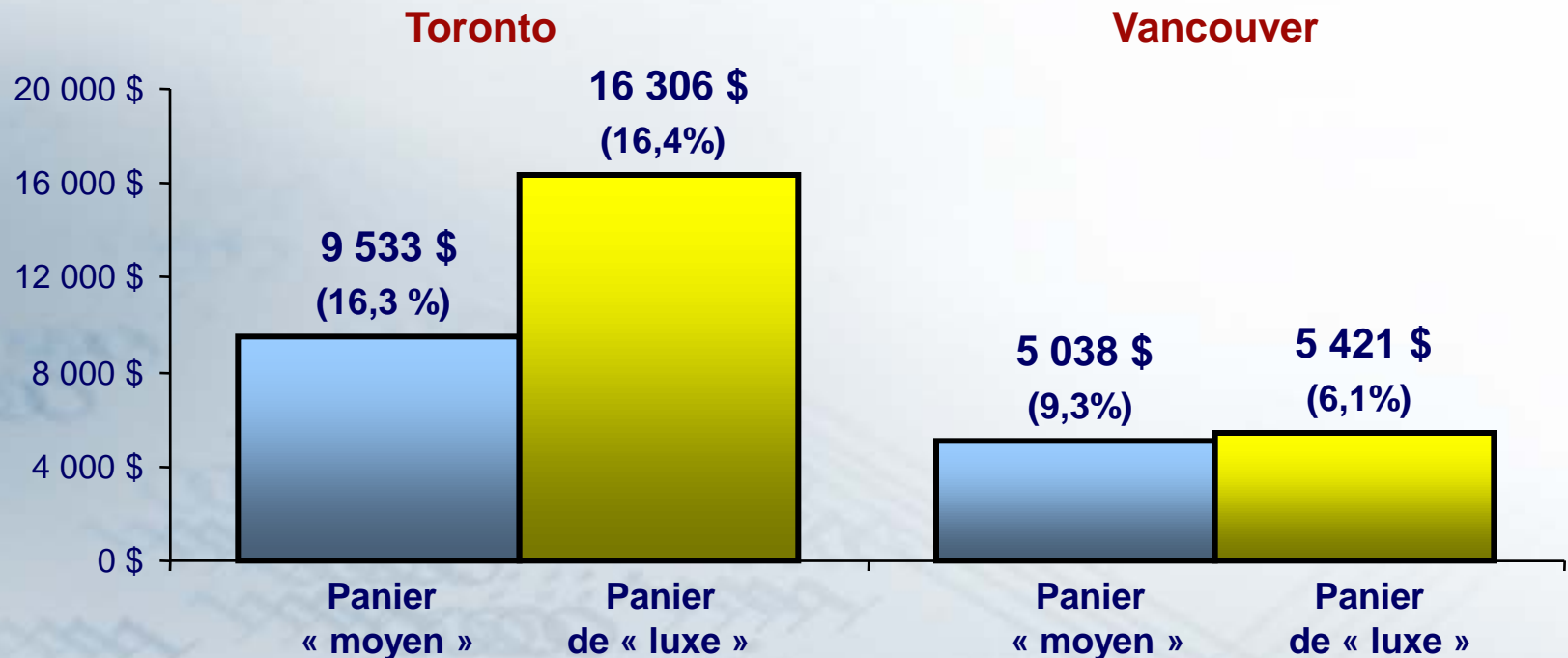
Panier de consommation de « luxe » - 2008

	Montréal		Toronto		Vancouver	
	(\$)	(\$)	Écart	(\$)	Écart	
Dépenses de transport	21 757	23 566	8,3%	21 511	-1,1%	
Hypothèque résidentielle	21 449	35 222	64,2%	28 002	30,6%	
Assurance	1 733	1 433	-17,3%	1 443	-16,7%	
Taxes municipales	4 815	5 666	17,7%	2 319	-51,8%	
Services publics	4 002	3 688	-7,8%	3 418	-14,6%	
Entretien	2 095	2 074	-1,0%	2 485	18,6%	
Biens et services	20 870	21 167	1,4%	22 944	9,9%	
Taxe de vente	1 806	2 017	11,7%	1 826	1,1%	
Autres dépenses	4 618	4 618	0,0%	4 618	0,0%	
Total des dépenses	83 145	99 451	16 306 19,6 %	88 566	5 421 6,5 %	

Source : Runzheimer.

Montréal, le panier le moins cher!

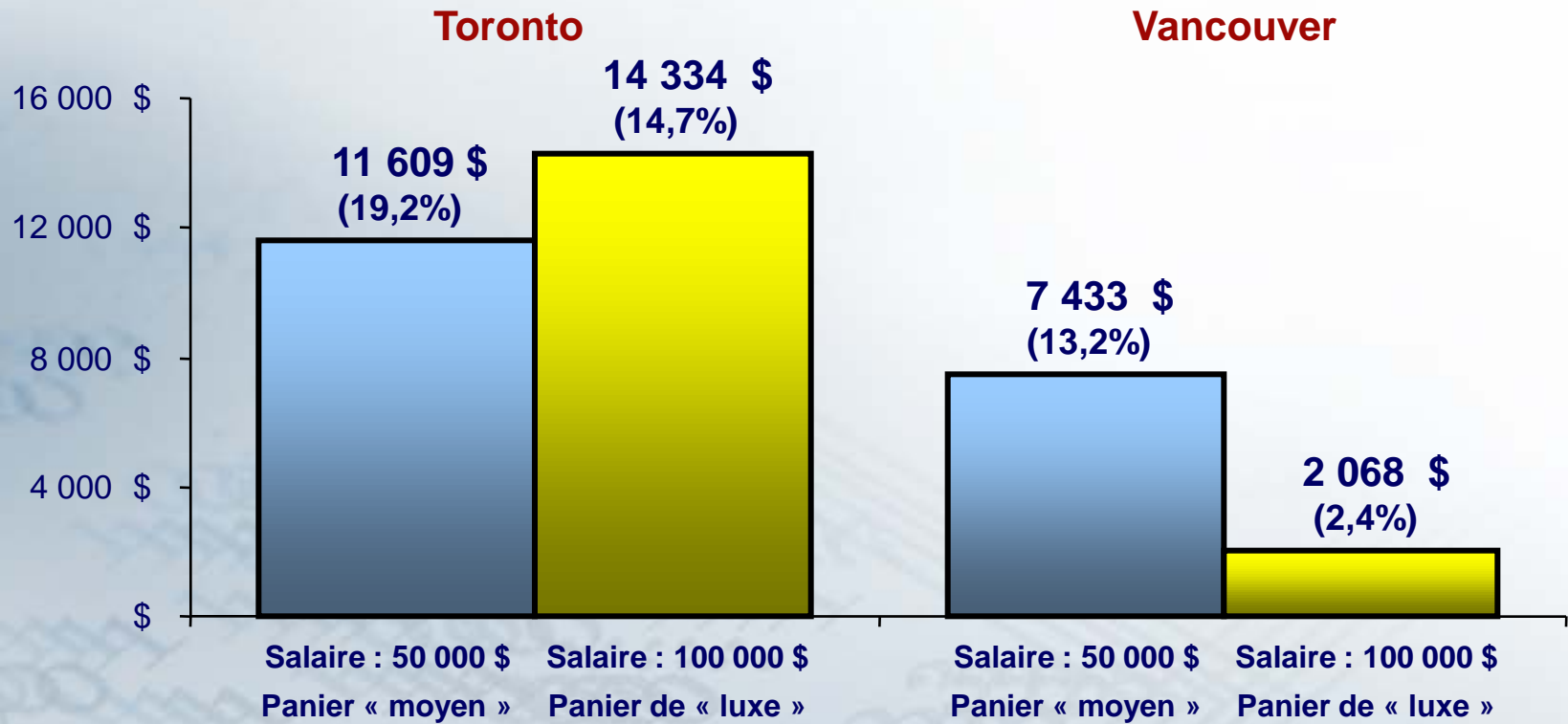
Coût additionnel d'un panier de consommation à Toronto et Vancouver, par rapport à Montréal - 2008



Source : Runzheimer.

Pouvoir d'achat d'une famille au même salaire : Avantage Montréal

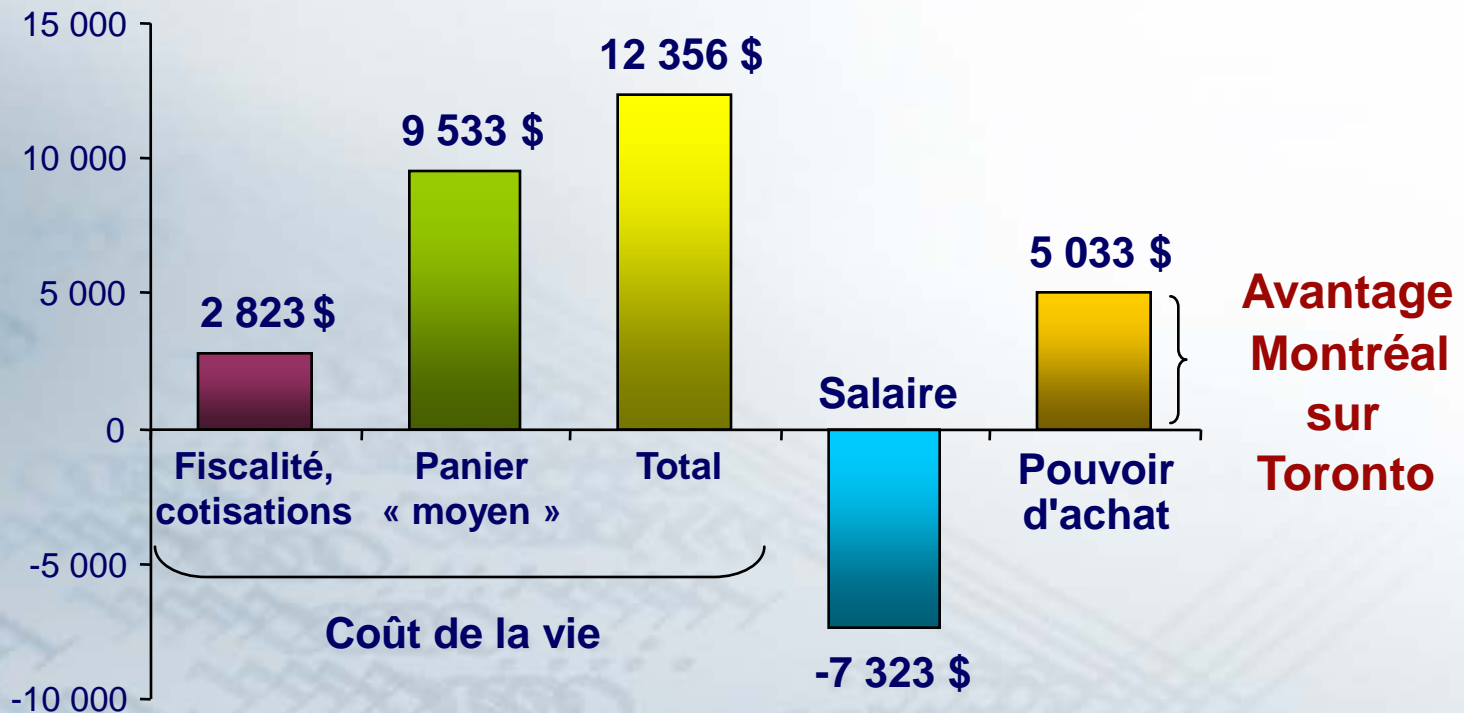
Pouvoir d'achat supplémentaire à Montréal pour un couple ayant deux enfants⁽¹⁾



(1) Panier de consommation 2008; fiscalité et transferts 2009.
Sources : Runzheimer et ministère des Finances du Québec.

Pouvoir d'achat d'un économiste et de sa famille : Avantage Montréal

Pouvoir d'achat supplémentaire par rapport à Toronto d'un économiste vivant à Montréal, en couple, avec deux enfants⁽¹⁾

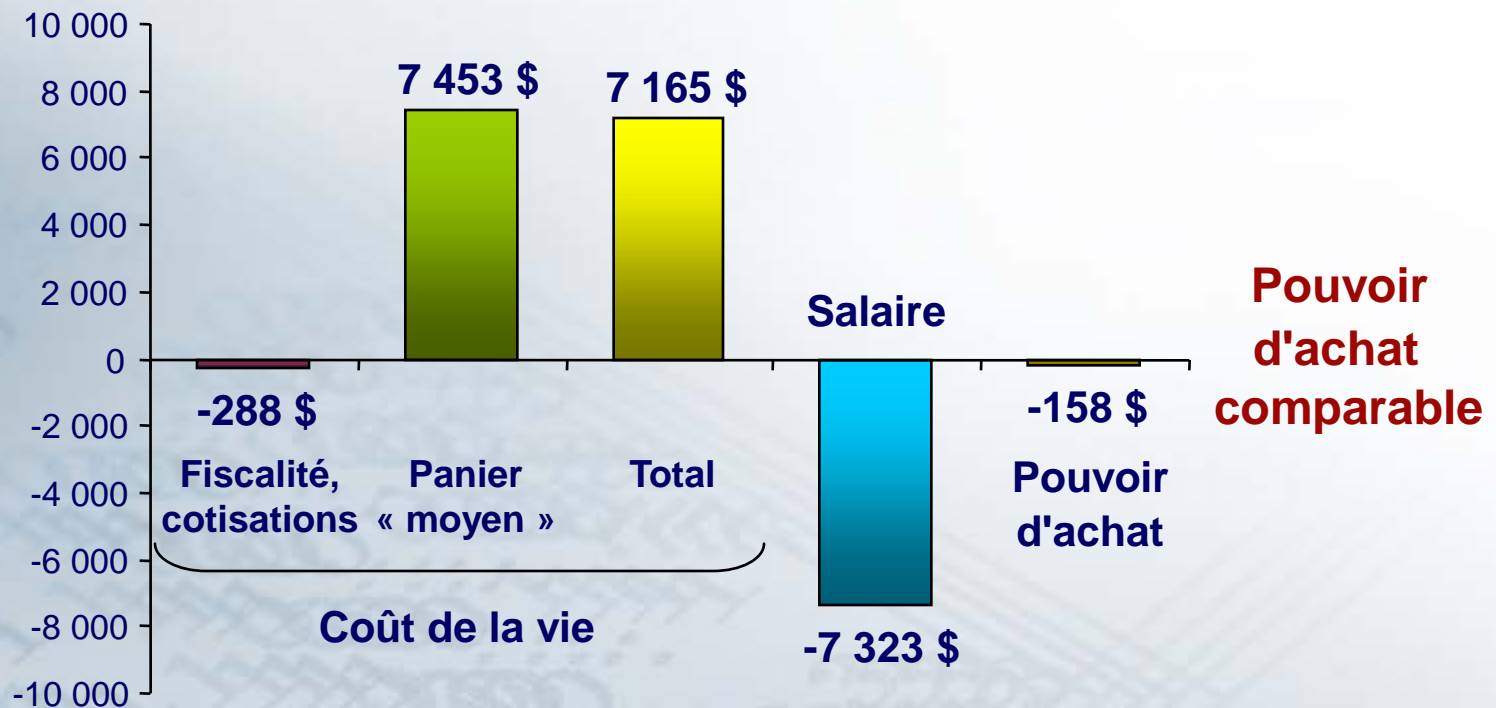


(1) Panier de consommation 2008; fiscalité et transferts 2009; écart de salaire 2005.

Sources : Runzheimer, Statistique Canada et ministère des Finances du Québec.

Pouvoir d'achat d'un économiste célibataire : Comparable à Montréal et Toronto

Pouvoir d'achat supplémentaire par rapport à Toronto d'un économiste célibataire vivant à Montréal⁽¹⁾



(1) Panier de consommation 2008; fiscalité et transferts 2009; écart de salaire 2005.

Sources : Runzheimer, Statistique Canada et ministère des Finances du Québec.

PRINCIPAUX MESSAGES

- ◆ **Le niveau et la qualité de vie avant tout!**
- ◆ **La fiscalité québécoise :**
 - Compétitive et améliorée
 - Favorable aux familles
 - Favorable aux classes moyenne et à faible revenu
 - Concurrentielle pour l'incitation au travail
- ◆ **Le pouvoir d'achat des Montréalais :**
 - Avantageux par rapport aux grandes villes canadiennes

EN TERMINANT

- ◆ La fiscalité des particuliers ne freine pas le développement de Montréal
- ◆ Ceci dit, nous devons toujours améliorer notre compétitivité pour réduire notre écart de richesse
- ◆ Tout cela, bien sûr, si la situation budgétaire le permet!